

**ALAIN BRUNEEL,**  
Député du Nord  
16<sup>e</sup> circonscription

**Monsieur le Directeur Régional**  
Frank MORDACQ  
DRFIP Hauts-de-France  
82 Avenue du Président John F. Kennedy,  
59000 Lille

Sin-le-Noble, le 19 juillet 2019

**Objet :** Réorganisation du réseau de proximité des finances publiques.

**Monsieur le Directeur Régional,**

Par la présente, je me permets de vous faire part de mon grand étonnement sur le manque de concertation et de démocratie concernant le projet de restructuration du réseau des finances publiques.

J'ai pris connaissance par l'intermédiaire d'une brève que le Directeur Général des Finances publiques était dans le Nord le 11 juillet dernier et qu'il a pu (je cite) « *échanger avec les élus du Douaisis et préciser que le projet de nouveau maillage des territoires devait être conçu dans un esprit de concertation approfondi avec l'ensemble des acteurs concernés et notamment les élus* ».

Député de la nation, élu dans la 16 circonscription du Nord comprenant 27 communes du Douaisis, je m'étonne de ne pas avoir été convié à cet échange.

Comme vous vous en doutez, au-delà de la forme, je ne peux accepter cette attaque sans précédent sur le maillage territorial des finances publiques.

Si une concertation doit se tenir, elle doit en effet réunir l'ensemble des acteurs concernés et porter sur l'intégralité du projet et la vision globale de l'avenir de notre service public.

Voulons-nous d'un service public déshumanisé et rabougri qui empêcherait les usagers d'avoir des réponses à leurs questions ou un service public de proximité, accessible et dotés de fonctionnaires en nombre suffisants pour irriguer les territoires et apporter les solutions aux citoyens et aux collectivités ?

La dématérialisation à outrance des procédures qui est au cœur de votre démarche afin de permettre à l'Etat de « *gagner en productivité* » va à l'encontre total des attentes citoyennes.

Dans son rapport annuel 2017, le défenseur des Droits Jacques Toubon faisait déjà le constat amer que « *partout, l'humain recule* » à cause de la dématérialisation des procédures qui conduit à la « *marginalisation des personnes les plus vulnérables* » pouvait-on lire dans ce rapport. « *A l'heure du digital et du numérique, nombre de nos concitoyens sont perdus dans leurs démarches* » témoignait alors Bernard Luminer, un de ses délégués. Dans cette perspective, l'outil informatique ne peut être qu'un complément et non un substitut à la disparition progressive de la présence physique des administrations sur les territoires.



La disparition des trésoreries prévue dans votre projet fragiliserait fortement l'accès des contribuables aux services des impôts tout en dégradant les capacités de votre administration à accompagner nos collectivités.

Malgré votre communication officielle, il est à craindre que la multiplication des « *points de contacts* » institue un service « low-coast » dont la pérennité ne serait pas assurée et dont le but serait de réaliser des économies budgétaires sur le dos des fonctionnaires et du service public. Cela n'est pas acceptable.

D'après ce que j'ai pu constater, l'ensemble des syndicats des finances publiques sont contre ce projet. De nombreux maires sont également entrain de prendre conscience des risques de cette réorganisation et de se prononcer contre ce chamboule-tout.

Dans l'état actuel des choses, et malgré les efforts de votre Direction et du Ministère, tout semble indiqué un refus net et catégorique de ce projet dont la seule issue raisonnable doit désormais être l'abandon définitif.

Restant disponible pour échanger sur ces éléments et dans l'attente de vous lire,

Veillez agréer, **Monsieur le Directeur Régional**, l'expression de ma haute considération.

**Alain Bruneel,**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alain Bruneel', enclosed within a large, stylized, handwritten flourish or scribble.

**Député du Nord**